



Réforme territoriale : Se mobiliser pour une Fonction publique qui réponde aux besoins !

Communiqué de presse

Porteuses de propositions pour le développement des services publics des collectivités territoriales, de l'Etat et de la santé, les organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires, FA-FP, tiennent à rappeler leurs critiques et leur opposition à la logique globale de la Réforme territoriale.

Métropoles, intercommunalités, fusions des conseils régionaux et des services régionaux de l'Etat, revue des missions de l'Etat, maisons de service au public, etc. inquiètent et mécontentent légitimement les agents et les usagers.

Les fusions, mutualisations sont synonymes de profonds changements, dont la mobilité forcée avec les conséquences dramatiques pour les agents et leur famille.

Ces restructurations interrogent fortement sur la présence et l'implantation des Services publics au plus près des citoyens.

Cette réforme territoriale a été engagée à marche forcée enfermant la concertation dans des conditions et un calendrier indignes des enjeux en cours. Tant sur le plan national que local, nos organisations affirment qu'un débat contradictoire, sincère et véritable sur les enjeux posés, est nécessaire, tant auprès des citoyens qu'auprès des personnels de la fonction publique.

Quelles que soient les modifications d'organisation, nous revendiquons des services publics de proximité permettant d'assurer les missions de la Fonction publique partout et garantissant aux agents de conserver, au travers de la pérennité des unités territoriales, leur affectation, leurs missions et leur statut particulier.

Les agents ne doivent être contraints à aucune forme de mobilité forcée, (ni géographique, ni fonctionnelle) ce qui s'apparenterait à de la flexibilité pour s'adapter aux restructurations.

Ce qui suppose dans la fonction publique de l'Etat, le maintien de services strictement ministériels. Pour les usagers, c'est la seule garantie de conserver un interlocuteur de terrain.

Par ailleurs, nos organisations réaffirment leur attachement au Statut général des fonctionnaires et aux statuts particuliers, autant de garanties pour l'exercice des missions publiques, tant pour les usagers que les personnels, et aux spécificités des trois versants de la Fonction publique.

Le développement de l'emploi public, la revalorisation de la valeur du point d'indice, le rattrapage des pertes subies depuis des années, la reconstruction de la grille, l'amélioration des conditions de travail, plus globalement l'arrêt des politiques d'austérité, nécessitent une réaction forte des fonctionnaires et agents publics.

Ensemble, nos organisations syndicales créeront les conditions d'une mobilisation la plus unitaire et la plus large des personnels pour que leurs revendications soient prises en compte dans l'ensemble de la Fonction publique.

Sans attendre, les organisations syndicales apportent également tout leur soutien aux différentes actions en cours actuellement dans de nombreux secteurs de la fonction publique.



Fait à PARIS, le 22 juin 2015